

MOTION SOUTIEN AUX JEUNES MIGRANT·E·S

Le mercredi 8 Janvier au matin Laurent-Bathelemy Ani Guibahi est retrouvé mort, dans le train d'atterrissage d'un vol Air France. Originaire de la Côte d'Ivoire, Laurent-Bathelemy venait d'une famille de la classe moyenne. Ce drame provoque l'indignation de beaucoup de ses camarades de classe et de son entourage mais la presse internationale tarde à mettre en avant la crise que vivent les jeunes du continent Africain. Il n'est malheureusement pas un cas à part, ces jeunes sont souvent les laissés-pour-compte de la société et la conscience collective tend à oublier beaucoup plus vite les personnes qui sont marginalisées. L'histoire de Laurent-Bathelemy n'est pas isolé et l'UNEF réaffirme tout son soutien aux familles des jeunes migrant·e·s morts.

Alors que de nombreux pays d'Afrique sont encore exploités par les puissances mondiales, le non-respect du droit à l'Éducation qui est un droit humain fondamental est inacceptable. La responsabilité de l'Europe est fondamentale dans la solidarité dont elle doit faire preuve dans l'accès égal à tout·e·s à un enseignement de qualité dans de bonnes conditions d'études. Nous ne pouvons en aucun cas laisser la jeunesse mourir car celle-ci n'as pas accès aux droits fondamentaux.

Par ailleurs, la France dispose de fonds européen afin d'accueillir les réfugié·e·s sur le territoire. Cependant, nous apprenons via un décret publié mi-décembre que la France n'a pas fait usage de l'intégralité de la somme qui lui était versé et donc rendra 1,12 million d'euros de crédits au Fond européen pour les réfugié·e·s (FER) alors même que cette somme permettrait d'aider de manière conséquente les associations qui militent au quotidien sur le terrain.

L'UNEF apporte son soutien à toutes les familles et proches des jeunes migrant·e·s morts dans des conditions atroces pour pouvoir accéder à l'éducation. Nous dénonçons le temps de latence des médias sur la visibilisation trop peu importante du cas de Laurent-Bathelemy d'une part. Nous dénonçons les politiques régressives de l'Europe, dont la France, qui entretient la crise de l'accueil actuelle et laisse ainsi de nombreuses personnes dans des situations déplorables. Enfin, il y a une réelle nécessité que la France utilise l'ensemble des moyens financiers mis à sa disposition pour mettre en place un meilleur accueil des réfugié·e·s et des mineurs isolé.e.s